

# Les faubourgs de La Havane (1767-1820) : la croissance inquiétante d'un espace vague

François Godicheau

► **To cite this version:**

François Godicheau. Les faubourgs de La Havane (1767-1820) : la croissance inquiétante d'un espace vague. Arnaud Exbalin; François Godicheau. Administrar los márgenes urbanos de la monarquía hispánica (siglos XVI-XIX), Prohistoria, 2020. halshs-02527434

**HAL Id: halshs-02527434**

**<https://halshs.archives-ouvertes.fr/halshs-02527434>**

Submitted on 1 Apr 2020

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

## Les faubourgs de La Havane (1767-1816) : la croissance inquiétante d'un espace vague.

François Godicheau, Université de Toulouse, UMR 5136 FRAMESPA.

### Introduction

Non seulement La Havane reste la dernière grande ville américaine de la monarchie espagnole au XIX<sup>e</sup> siècle, mais elle a aussi la primeur de l'équipement administratif urbain. En effet, c'est dans la capitale cubaine que les commissaires de quartier ont été institués pour la première fois par le Capitaine général comte de Riela, venu en 1762 recevoir la capitale des mains des Anglais au terme de la guerre de sept ans.<sup>1</sup> C'est seulement quatre ans plus tard que la réflexion ministérielle autour des émeutes d'Esquilache débouche sur une généralisation des alcaldes de quartiers dans le cadre de la réforme municipale des villes du royaume, nouveauté ensuite étendue à tout l'empire et revenant à Cuba sous la forme d'une réglementation uniformisatrice.<sup>2</sup> La Havane présente donc un contexte particulier pour le gouvernement de la ville, qui va en réalité bien au-delà, puisqu'elle est un véritable laboratoire politique de la reconstitution militaire de l'empire.<sup>3</sup> Immédiatement après avoir créé les commissaires de quartier et reconstitué une milice qui devient ensuite un modèle, Riela institue en effet dans les campagnes de l'Occident cubain des capitaines *pedáneos* aux fonctions secondaires de juges de conciliation, dont on trouve rarement l'équivalent dans les autres territoires de la monarchie, sauf tout au sud, dans le Rio de la Plata et vers la fin du siècle au Chili.<sup>4</sup>

Au sein d'une historiographie prioritairement orientée vers l'étude du second XIX<sup>e</sup> siècle ou, pour la période qui nous intéresse, occupée à poser les premières pierres d'une connaissance des capitaines généraux successifs et du développement de l'économie sucrière, le travail sur les institutions et le gouvernement du territoire ne fait que commencer et la question des faubourgs a à peine émergé.<sup>5</sup> Au-delà de cet objet précis, l'étude des transformations

---

<sup>1</sup> Le cas de Mexico est antérieur à celui de La Havane mais

<sup>2</sup> François GODICHEAU, « Les commissaires de quartier à La Havane : d'une fondation pionnière à « la nécessité d'un système de police » (1763-1812) », *Nuevo Mundo Mundos Nuevos*, 2 Octobre 2017.

<sup>3</sup> Carlos GARRIGA ACOSTA, « Patrias criollas, plazas militares: sobre la América de Carlos IV », *Horizontes y Convergencias. Lecturas Históricas y Antropológicas sobre el Derecho*, 2009.

<sup>4</sup> Sur la milice, voir le classique Allan J. KUETHE, *Cuba, 1753-1815: crown, military and society*, Knoxville, University of Tennessee Press, 1986. Sur le Rio de la Plata et Cuba, voir l'article à paraître dans la revue *Ayer*, de François GODICHEAU et Darío G. BARRIERA, « Justicias de proximidad y orden en los campos. Historia conjunta del gobierno de las poblaciones rurales en Cuba y el Río de la Plata antes del orden público (1759-1808) », *Ayer*, (en prensa). Sur le Chili, voir Maria Teresa COBOS, « La institución del juez de campo en el reino de Chile durante el siglo XVIII », *Revista de estudios histórico-jurídicos*, n° 5, 1980, pp. 85-165.

<sup>5</sup> Quelques rares exceptions: Consuelo NARANJO OROVIO, « Perfiles del crecimiento de una ciudad : la Habana a finales del siglo XVIII », *Tebeto : Anuario del Archivo Histórico Insular de Fuerteventura*, vol. 1, n° 5, 1992, pp. 229-248; Arturo SORHEGUI ARIANDA CARTAYA, « La expansión de la Habana en el siglo XVIII : el caso de Extramuros y sus implicaciones para una caracterización – tipificación de la ciudad », *Revista Sotavento*, n° 7, 2000, pp. 25-39. Plus récemment : Guadalupe GARCÍA, *Beyond the Walled City: Colonial Exclusion in Havana*,

institutionnelles a été menée essentiellement comme une analyse de la transposition à Cuba des réformes bourbonniennes à partir de 1762. Cette idée d'une transposition est liée à l'implantation dans l'île du système des intendances, en 1765, avant qu'il ne gagne la terre ferme, mais plus généralement à une entreprise de centralisation du pouvoir qui passait par la figure du capitaine général gouverneur de l'île, le tout implémenté par Ricla. Organisation d'une milice efficace, d'un service de courrier régulier entre les territoires de la monarchie, service dont le centre névralgique était à la Havane, ouverture commerciale, travaux de fortification : les innovations sur le plan du gouvernement territorial sont à considérer comme une partie d'un ensemble bien plus vaste de réformes des instruments et de l'esprit de la gouvernance, laquelle se double assez vite d'une expansion économique décisive, chacune renforçant les effets de l'autre.<sup>6</sup>

Ceci constitue donc une première approche, à partir de quelques dépouillements d'archives et d'une perspective d'histoire des institutions de justice de proximité et des questions d'ordre public. La question de départ est la suivante : si l'on peut comprendre que lors de l'institution conjointe des *comisarios de barrio* et des capitaines *pedáneos*, les noyaux de populations situés comme *arrabales* aient reçu des *pedáneos*, figure traditionnellement rattachée, en péninsule, à l'espace situé au-delà des murs de la ville, sur les marges des corps constitués, il est plus difficile d'interpréter le maintien de cette situation plusieurs décennies plus tard, alors que le développement urbain de La Havane présente une grande continuité du bâti, juste interrompu par la muraille, avec une majorité de la population désormais située *extramuros*. On pourrait en effet imaginer une prise en compte de ces réalités qui débouchât sur la transformation de ces capitaines en commissaires de quartier. Quelque chose cependant faisait résistance pour une telle transformation du gouvernement, qui n'avait sans doute rien de formel et était peut-être liée, c'est mon hypothèse, au caractère de la population à gouverner dans ces espaces périurbains. Après une présentation générale de la croissance de l'agglomération au cours de la période, je tenterai de présenter un des faubourgs de La Havane, le *partido* ou faubourg de Guadalupe, à partir des correspondances entre le capitaine *pedáneo* local et la capitainerie

---

Oakland, University of California Press, 2016; Guadalupe GARCÍA, « “La ciudad antigua y la ciudad nueva”: desplazamiento de las zonas centrales en a Habana colonial », *Quiroga*, n° 7, Juin 2015, pp. 22-30; María Victoria Zardoya LOUREDA, « Desarrollo urbano e ingeniería militar en La Habana, Cuba. Siglo XIX », *RedUrban*, n° 32, Octobre 2018, p. 7; Luz M. MENA, « Raza, género y espacio: las mujeres negras y mulatas negocian su lugar en la Habana durante la década de 1830 », *Revista de Estudios Sociales*, n° 26, 1 Avril 2007, pp. 73-85.

<sup>6</sup> Pour une réflexion sur cette “double hélice”, voir François GODICHEAU, « Gobierno, economía y territorio en Cuba: algunas reflexiones sobre la policía entre dos siglos (1764-1855) », in Andréa SLEMIAN et Alejandro AGÜERO (eds.), *Jurisdicciones, Soberanías, Administraciones*, Córdoba (Argentina), Universidad Nacional de Córdoba, 2018, p.

générale et je tenterai ensuite de mener une réflexion plus générale sur les enjeux du gouvernement et les particularités de cet espace.

### **Place militaire et capitale du sucre**

Le contexte havanais pour l'étude des faubourgs présente en réalité trois facettes qu'il serait artificiel de dissocier. La première est cette primauté en ce qui concerne l'équipement institutionnel, qui re-constitue les territoires en les dotant de figures de juges de proximité chargés également d'obéir aux ordres du gouvernement pour la surveillance et le contrôle de la population et de l'espace. La seconde est la place qu'occupe la ville de La Havane dans le dispositif impérial, comme port de rassemblement de la flotte, arsenal, et comme place militaire de première importance dans la défense de la monarchie contre ses concurrents anglais, français et hollandais. La troisième est l'enrichissement fabuleux fondé, entre autres cultures d'exportation, sur le sucre, enrichissement qui commence dès l'occupation anglaise de 1762, et devient spectaculaire à partir de la révolution haïtienne, quand s'écroule l'économie de l'île voisine, au point que Cuba devient en 1829 le premier producteur mondial de sucre, c'est-à-dire du deuxième produit du commerce mondial après le coton.<sup>7</sup>

Cette croissance est intimement liée à son tour au contexte politique et institutionnel : l'alliance entre la monarchie et une classe de propriétaires sucriers qui devient une véritable saccharocratie a été bien étudiée à Cuba, aux États-Unis et en France.<sup>8</sup> L'institution de la milice disciplinée est appuyée par ces propriétaires qui accèdent aux titres d'officiers et ensuite à des titres de noblesse et finissent par financer la monarchie jusque dans la première guerre carliste (1833-1840). On peut même dire que les préoccupations pour le gouvernement de l'Île, son développement économique et son aménagement sont partagées et souvent identiques entre les plus hautes autorités politiques (la Capitainerie générale) et les grandes familles du sucre.<sup>9</sup> La bonne police de la ville et des champs intéresse à la fois le gouvernement pour sa maîtrise du territoire et la défense de sa souveraineté, et les saccharocrates, conscients des dangers liés à l'exploitation esclavagiste. Cette conscience, réveillée en sursaut par la révolution haïtienne, progresse encore à l'occasion des révolutions de Terre ferme et des périodes constitutionnelles gaditanes ; la politisation du danger social représenté par l'esclavage et la population noire en

---

<sup>7</sup> Manuel MORENO FRAGINALS, *Cuba/España España/Cuba : Historia común*, Reimpr., Barcelona, Crítica, coll. « Serie mayor », 1996.

<sup>8</sup> Allan J. KUETHE, *Cuba, 1753-1815*, *op. cit.* Manuel MORENO FRAGINALS, *El ingenio: El complejo económico social cubano del azúcar*, La Habana, Comisión Nacional Cubana de la UNESCO, 1964; Manuel MORENO FRAGINALS, *Cuba/España España/Cuba*, *op. cit.*; Dominique GONCALVES, *Le planteur et le roi: l'aristocratie havanaise et la couronne d'Espagne (1763-1838)*, Madrid, Casa de Velázquez, 2008.

<sup>9</sup> François GODICHEAU, « Gobierno, economía y territorio en Cuba: algunas reflexiones sobre la policía entre dos siglos (1764-1855) », *op. cit.*

général est au cœur des grandes peurs rythmées par les révoltes et les conspirations, depuis celle d'Aponte en 1812 jusqu'à celles de *la Escalera* en 1844.

La dynamique complexe qui parcourt notre chronologie et va même au-delà se déploie dans un espace en plein déploiement. En effet, dans les années 1780, Cuba est encore couverte à 90 % par la forêt tropicale, l'impénétrable *manigua*, et sa population se concentre dans les villes ;<sup>10</sup> des villes rares, puisqu'il y a à cette époque seulement 18 *cabildos* dans toute l'île.<sup>11</sup> L'ouverture combine à la fois la déforestation, la constitution de communautés rurales voisines d'exploitations esclavagistes qui se multiplient, et la progression de l'équipement institutionnel que réclame ce développement rural. En 1774, un peu plus de 50 % de la population se concentrait dans la partie occidentale, et environs un tiers à La Havane, laquelle comptait sans doute autour de 40 000 habitants. En 1791, la capitale et ses faubourgs comptaient 51 307 habitants, ce qui représente déjà une croissance notable, mais c'est dans les campagnes que la croissance fut la plus forte, puisque la juridiction de La Havane passa de 75 000 à 200 000 habitants, la majorité esclaves. En 1807, les *arrabales* sont officiellement intégrés à l'espace urbain et en 1810, la population de la ville intra et extramuros atteint 91 114 habitants, soit une croissance explosive en moins de vingt ans. Ce n'est qu'en 1820 que la ville de La Havane passa le cap des 100 000, accompagnant le doublement de la population totale de l'île, laquelle passa de 272 000 habitants en 1791 à près de 552 000 en 1817, pour atteindre rapidement 704 000 dix ans plus tard.<sup>12</sup> Le phénomène le plus spectaculaire est sans doute la croissance démographique en dehors des centres urbains, liée au développement du sucre et de l'esclavagisme : de 89 *trapiches* et *ingenios* en 1759, on passe à 484 en 1778 et à 1000 en 1827, l'exportation de sucre passant de 15 423 tonnes en 1790 à 46 274 en 1819.<sup>13</sup> Ce développement lui-même posait des problèmes de gouvernement tout à fait urgents dans la mesure où la part de la population esclave, et au-delà, de la population noire dans le total augmentait et préoccupait sérieusement autorités et propriétaires blancs. Les blancs passèrent de 56 à 44 %

---

<sup>10</sup> Reinaldo FUNES MONZOTE, *De bosque a sabana. Azúcar, deforestación y medio ambiente en Cuba: 1492-1926*, México, Siglo XXI, 2004.

<sup>11</sup> Alina CASTELLANOS RUBIO, *La construcción judicial del orden social en Cuba (1820-1868)*, Thèse de doctorat, Universidad del País Vasco / Université Bordeaux Montaigne, Bordeaux / Bilbao, 2019, chap. 2.

<sup>12</sup> Guadalupe GARCÍA, *Beyond the Walled City: Colonial Exclusion in Havana, op. cit.*, p. 77 et Alina Castellanos Rubio « La construcción social del orden social en Cuba (1820-1868) », thèse de doctorat, Université Bordeaux Montaigne/Universidad del País Vasco, sous la direction de Cecilia González Scavino et Carlos Garriga Acosta, chapitre 1.

<sup>13</sup> Ce qui est bien peu de choses en comparaison des chiffres postérieurs : 150 000 tonnes annuelles en moyenne entre 1838 et 1842.

de la population entre 1774 et 1827 et la part des esclaves, de 26 à 40 % du total au cours de la même période.

La question des faubourgs de La Havane est profondément marquée par ce contexte économique, social et politique. Dans les années 1780, la ville a depuis longtemps atteint ses murs et plusieurs agglomérations sont déjà notables au-delà, soit immédiatement, soit au début des routes conduisant vers les profondeurs de la juridiction havanaise (MAPA 1). La muraille a été construite dans le dernier tiers du XVII<sup>e</sup> siècle et son renforcement par des fortifications maritimes achevées en 1734 a entraîné des désagréments importants pour les habitants privés d'une partie du vent de mer, ce qui, étant donné la chaleur très humide de la Havane n'était pas négligeable. Des habitations et des activités économiques ont commencé à se situer hors les murs dès le début du XVIII<sup>e</sup> siècle et cette tendance s'est accélérée après 1734 -qui est aussi la date du transfert des chantiers navals dans le faubourg de Jesús María-, alors qu'il était aussi possible que la concentration d'habitants *intramuros* augmente, par une édification en hauteur.<sup>14</sup> Autre raison : la nécessité d'expulser hors les murs l'abattoir auparavant situé dans le quartier de Campeche, qui faisait figure de faubourg intérieur. Au bout du compte, en dépit d'une tendance parallèle à la concentration *intramuros*, pour les décennies suivantes, l'essentiel de la croissance démographique est supportée par les faubourgs. Cette dynamique est très clairement perçue par les propriétaires urbains dès les lendemains de la guerre de sept ans.

Les réformes militaires de Riela ont un impact direct sur la croissance urbaine : réfection ou construction de forteresses, édification de nouveaux bâtiments pour le logement des troupes, développement d'hôpitaux, tout cela empiète sur des lots privés et expulse des habitations et des activités au-delà de la muraille, conséquence que l'on observe également vingt ou trente ans plus tard lors de l'aménagement de zones de promenade et d'agrément ; hors les murs, l'extension du champ de Mars, et les nouvelles fortifications amènent à la confiscation de lots tenus auparavant par des familles riches. En même temps, l'augmentation de la population et la raréfaction de l'espace entraînent un enchérissement du foncier des faubourgs.<sup>15</sup> Un jugement du Conseil des Indes avait en 1728 permis l'aliénation de parcelles constitutives de l'*ejido* de la ville, contre l'avis du *cabildo*, ce qui avait ouvert la porte à bien plus qu'à une occupation de l'espace péri-urbain.<sup>16</sup> L'interdiction de construire à 1500 *varas* de la muraille édictée en 1764

---

<sup>14</sup> Arturo SORHEGUI ARIANDA CARTAYA, « La expansión de la Habana en el siglo XVIII :el caso de Extramuros y sus implicaciones para una caracterización – tipificación de la ciudad », *op. cit.*

<sup>15</sup> Sherry JOHNSON, « 'La Guerra Contra los Habitantes de los Arrabales': Changing Patterns of Land Use and Land Tenancy in and Around Havana, 1763-1800 », *Hispanic American Historical Review*, vol. 77-2, 1997, pp. 181-209.

<sup>16</sup> José María DE LA TORRE, *Lo que fuimos y lo que somos o La Habana antigua y moderna*, La Habana, 1857.

par Ricla pour garantir la sécurité de la ville, est répétée en 1773, en 1779, et en 1788, reflet des grandes difficultés à la faire respecter que l'on observe par ailleurs dans la documentation.<sup>17</sup> L'exigence de fondements juridiques pour l'occupation des *solares* se conjugue, au milieu du siècle, avec la militarisation, dans la tendance à l'éloignement ou à l'expulsion de populations pauvres persistant à s'installer sur ces espaces.<sup>18</sup>

Des destructions de maisons sont menées à bien en 1772, 1785, puis 1799 avec la construction des douves. Les maisons de construction légère, les *bohíos* traditionnels de l'île —planches de palmiers très flexibles et toits de *guano* grandes feuilles de palmiers locaux— se déplacent plus loin, sur les bords du *camino real*, et quelquefois reviennent. En réalité, elles ne disparaissent pas et ne font que se multiplier : il fallait bien que des pauvres affluent pour que l'activité portuaire et manufacturière dispose de bras. Cela avait été le cas dans la première moitié du siècle, quand l'installation de la manufacture des tabacs à Jesús María avait suivi de près celle des chantiers navals, et s'était accompagnée d'une éclosion de *bohíos* pour y loger les quelques 2000 journaliers et esclaves associés à cette activité. Ce le fut encore pour les grands travaux urbains qui accompagnèrent l'enrichissement de la ville au cours des années 1770-1780, et qui commencèrent à affecter la zone *extramuros*, quand par exemple, l'aménagement de la *alameda de extramuros* est engagé en 1772 ou quand en 1787, les autorités pourvoient à l'équipement en fontaines publiques des deux côtés de la muraille. On peut en effet calculer, en comparant les recensements de population effectués entre 1774 et 1792 que les faubourgs accueillent chaque année à ce moment-là un millier de nouveaux habitants, rythme qui double au cours des quinze années suivantes.<sup>19</sup>

A partir des années 1760, on observe une véritable spéculation dans les achats et les ventes de terrain : les compensations offertes par la couronne aux propriétaires des *solares* affectés par le programme de construction militaire permirent à de simples marchands de se transformer en grands personnages, comme Bernabé Martínez de Pinillos, père de Claudio, qui deviendrait Intendant de Hacienda et un des personnages les plus riches de l'Île, figure clef des liens entre saccharocratie et gouvernement. D'après Sherry Johnson, ces compensations et cette spéculation en général, galvanisées par la pression militaire sur le foncier, représentent une part non négligeable de l'accumulation primitive investie ensuite dans les usines à sucre et le

---

<sup>17</sup> 1500 *varas castellanas* correspondent à 1253 mètres. Guadalupe GARCÍA, *Beyond the Walled City: Colonial Exclusion in Havana*, *op. cit.*, p. 78.

<sup>18</sup> *Ibid.* pp. 80-81.

<sup>19</sup> Consuelo NARANJO OROVIO, « Perfiles del crecimiento de una ciudad : la Habana a finales del siglo XVIII », *op. cit.*

commerce esclavagiste.<sup>20</sup> Le développement de l'agglomération, depuis les plus riches, les couches moyennes qui trouvent à s'enrichir, et jusqu'aux pauvres et aux marginaux qui affluent et trouvent là travail et refuge, est donc directement lié aux réformes entreprises par Riela et ses successeurs.

Cela signifie que l'urbanisation n'est pas simplement ségrégative et tend à se déployer à l'échelle de l'ensemble de la ville sur la base de l'enrichissement global lié au sucre et à la centralité politique et militaire. On peut émettre l'hypothèse que cette dynamique est ensuite prolongée et relayée, à partir des dernières années du siècle et dans les décennies suivantes, par la libération juridique des terres de l'île, définitivement acquise en 1819 après des années de concessions de *mercedes* dans des conditions difficiles. A ce moment-là, et en réalité depuis 1811, la question du démontage de la muraille est périodiquement évoquée lors des réunions du *cabildo*.<sup>21</sup> Le développement des campagnes et de l'esclavage tend alors à faire des faubourgs de La Havane un espace intermédiaire entre une ville riche et des campagnes elles aussi prospères, mais aussi un espace de refuge pour les esclaves en fuite et les déserteurs, un espace ouvert connectant la ville aux dangers sociaux du territoire.

Avant de pénétrer plus profondément dans ces faubourgs, il faut situer leur urbanisation et les questions de gouvernement qui les concernent dans le contexte de transformation générale de la physionomie de la ville, liée à l'évolution politique et économique que nous avons signalée. Les réformes urbaines sous le mandat du Marqués de la Torre (1771-1776) et celui de Luis de Las Casas furent décisives et furent prolongées par les réformes du Capitaine général Miguel Tacón dans les années 1830. Les premiers pas furent l'édification des palais du Capitaine général et de son second, l'installation de la Cathédrale dans le collège des jésuites, le Colisée et l'aménagement de la *alameda de Paula* comme lieu de promenade de l'oligarchie havanaise, au bout de laquelle fut construit un théâtre. Ces innovations accompagnaient les transformations du système de défense, avec la rénovation des forteresses et la construction de petits forts dispersés et l'ouverture de chemins qui reliaient mieux la capitale à son environnement. En même temps, l'éclairage public fut installé dans la ville et une série de dispositions de police sanitaires furent édictées et surveillées par les commissaires de quartier, avec cependant des résultats très mitigées. Ceux-ci apparaissent bien dans les descriptions des voyageurs et en particulier dans le jugement d'Alexandre de Humbolt au tout début du XIX<sup>e</sup> siècle, qui trouve

---

<sup>20</sup> Avant 1779, seulement 5 procès pour compensation sont résolus favorablement (dont deux pour les confiscations de 1763 et trois datant d'avant), 20 procès 1779. Sherry JOHNSON, « 'La Guerra Contra los Habitantes de los Arrabales': Changing Patterns of Land Use and Land Tenancy in and Around Havana, 1763-1800 », *op. cit.*

<sup>21</sup> Guadalupe GARCÍA, *Beyond the Walled City: Colonial Exclusion in Havana*, *op. cit.* p. 97.



la ville dégoûtante, ce qui est lié en particulier à un pavage des rues tout à fait insuffisant et considère l'extramuros comme une possibilité de modernisation de la ville. Sous le mandat du Capitaine général Miguel Tacón (1834-1838), et dans une concurrence évergétique effrénée entre ce dernier et l'Intendant Claudio Martínez de Pinillos, une autre grande phase de développement urbain eut lieu : alors que la ville accueillait le premier chemin de fer d'Amérique en 1837, avec une gare située au départ des faubourgs – à l'emplacement actuel du Capitole de La Havane –, le capitaine général, qui par ailleurs fit paver plus de 140 km de rues selon le nouveau système Mac Adam et installer un premier égoût moderne, fit construire juste à côté un grand théâtre – portant son nom – et surtout aménager un paseo – aujourd'hui le *paseo del Prado* – partant de ce théâtre et débouchant au nord, non loin des murailles et de la toute nouvelle prison qu'il fit aussi édifier.

### **Les mutations du faubourg de Guadalupe entre 1767 et 1809**

Ce faubourg, auquel correspond en partie le « quartier chinois » du centre de La Havane d'aujourd'hui, de l'autre côté du Parc de la Fraternité par rapport à la vieille ville, est sans doute un des plus peuplés et des plus actifs à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle, avec le faubourg immédiatement voisin de Jesús María, dans lequel se trouve l'arsenal (MAPA 2). Il s'est d'abord organisé autour d'une église construite en 1717, dont la destruction fut ordonnée en 1730 alors qu'elle était située à 600 pas de la muraille, ce qui au départ était autorisé. Cela n'empêcha pas la création de la paroisse de Guadalupe-La Salud en 1740, bien avant celle de Jesús María, qui dut attendre 1776 alors qu'elle avait son église depuis 1756. Il a été dès lors possible de mesurer grâce au registre paroissial l'évolution démographique de ce faubourg, dès avant 1762.<sup>22</sup> Le dynamisme de la population et la régularité des enregistrements y apparaissent comme remarquables en comparaison d'autres noyaux urbains de la province, et surtout si l'on tient compte de la fréquence des destructions. Les habitants y sont majoritairement constitués de couples d'hommes immigrés et de femmes créoles. La croissance végétative de la population n'est pas négligeable, mais est inférieure à celle permise par les nouvelles arrivées. Les registres des naissances donnent une proportion de blancs de plus de 70 % mais ne reflète sans doute que partiellement le rapport entre les catégories, les naissances étant plus rares chez les esclaves.

La première communication du capitaine *pedáneo* Juan de Dios de Castro Palomino, du 4 janvier 1767, signale l'importance du rétablissement d'une patrouille pour éviter les

---

<sup>22</sup> Arturo SORHEGUI ARIANDA CARTAYA, « La expansión de la Habana en el siglo XVIII :el caso de Extramuros y sus implicaciones para una caracterización – tipificación de la ciudad », *op. cit.*

« tumultes » courants dans ce quartier et organiser une surveillance de jour comme de nuit.<sup>23</sup> A ce moment-là, les missions des *pedáneos*, consignées dans un premier règlement imprimé en 1765 mais sans doute assez mal diffusé, même auprès des premiers intéressés, consistent d'abord en des tâches de surveillance des déplacements, de prévention des désordres et de défense de la juridiction royale ordinaire, et ensuite, du fait de la demande des habitants, en un office de juge de conciliation ou de très petite instance, ce qui vient à compenser le défaut d'incorporation des territoires ruraux de l'Occident. C'est seulement en 1786 qu'un nouveau règlement, rédigé par le Capitaine général Ezpeleta, ajoute entre autres l'exigence de réalisation de *padrones* et de relevés cartographiques.<sup>24</sup> Le premier dont nous disposons, pour 1789, indique un total de 4137 habitants, dont 2258 *blancos*, 559 *mulatos libres*, 520 *negros libres* et 793 esclaves, soit une proportion de libres de couleur supérieure à la moyenne de l'île (26 % contre 20 %), et une majorité blanche de 54 % qui tient au fait qu'une part importante de la population esclave est à la campagne, dans les plantations et les *ingenios*.<sup>25</sup> Il faut déjà noter à ce propos que ce faubourg compte en proportion plus de blancs que l'agglomération totale de La Havane, pour laquelle le pourcentage est de 45,8 %, ce qui reflète la présence importante d'esclaves domestiques *intramuros*, là où se concentre la richesse urbaine. Parmi les esclaves, les femmes sont majoritaires à 56 %. Cette population est mouvante car l'année suivante, en 1790, le nombre de blancs a sensiblement baissé (de 10 %), baisse presque compensée par l'augmentation du nombre des libres de couleur, l'élément blanc devenant minoritaire à 49 %.

Dans le recensement de 1827, cette première ligne de faubourg est assimilée à la ville, et sont en outre indiqués comme *suburbios* les localités de Horcón, Regla, El Cerro et Casa Blanca. On distingue cependant toujours un *intramuros* d'un *extramuros*, les murailles n'étant abattues qu'en 1863 et leurs portes fermant tous les jours à 21h, moment signalé par un coup de canon tiré depuis la forteresse qui garde l'entrée de la baie.<sup>26</sup> En 1827, Guadalupe est devenue définitivement le quartier de La Salud (MAPA 3) et compte 15 595 habitants. C'est le faubourg le plus important, suivi immédiatement par celui de Jesús María qui pèse pour 15 013 habitants. On trouve derrière San Lázaro, avec 9816 habitants, Regla avec 5693, Horcón avec 3708, et enfin Cerro (2416) et Casa Blanca (912). A ce moment-là, les faubourgs représentent 57,5 %

---

<sup>23</sup> AGI, Papeles de Cuba, legajo 1093.

<sup>24</sup> Juan Bosco AMORES CARREDANO, « Gobierno local y política social en Cuba: la « Instrucción General para capitanes y tenientes del Partido » del capitán general Ezpeleta (1785-1789) », in *Europa e Iberoamérica, cinco siglos de intercambios: actas de coloquio.*, Consejería de Cultura, 1992, pp. 73-84.

<sup>25</sup> AGI, Papeles de Cuba, legajo 1406.

<sup>26</sup> *Cuadro estadístico de la Siempre Fiel Isla de Cuba, correspondiente al año de 1827*, La Habana, Oficina de las viudas de Arazoza y Soler, impresoras del Gobierno y Capitanía general por S.M., 1829.

de la population totale estimée de La Havane, qui est de 94 023 habitants, mais sans doute beaucoup plus si l'on compte la population flottante (*eventual*), estimée à 18 000 âmes, marins, militaires, saisonniers et qui s'entasse en particulier dans les faubourgs. Les proportions entre les castes ont évolué : en 1827, les blancs ne sont plus que 42 % à La Salud, ce qui est nettement inférieur à la proportion de l'agglomération 49,5 % et même à celle d'intramuros (48 %). Le registre des naissances confirme cette évolution : dès la dernière décennie du XVIII<sup>e</sup> siècle, les naissances classées comme « blancs » sont devenues minoritaires. Le quartier de Jesús María présente presque exactement le même profil que La Salud et ces deux faubourgs contrastent très fortement avec San Lázaro (61,5 % de blancs), Horcón (58,5 %) et plus encore Regla (66 %). La différence entre les deux plus gros faubourgs est semble-t-il liée à la stratification sociale : une proportion plus importante de femmes esclaves à La Salud dénonce une part supérieure du service domestique et donc sans doute un quartier moins populaire que celui de Jesús María où il y a parité entre les esclaves.<sup>27</sup> Si l'on prend à présent la proportion de noirs libres, les contrastes s'accroissent. Nous obtenons en effet 38 % à La Salud, 41 % à Jesús María, mais ils sont seulement 14,5 % à San Lázaro, 24 % à Horcón, 14 % à Regla et pour les quartiers résidentiels de Cerro et Casa Blanca, respectivement à 6,5 et 6,9 %.

On peut distinguer à partir de là trois types d'espaces péri-urbains. Le premier correspond aux deux grands faubourgs populaires d'un côté, avec une proportion de blancs en déclin, inférieure à la moyenne de l'agglomération et une part inférieure d'esclaves dans la population de couleur, ces esclaves urbains correspondant en majorité à la domesticité (ce que confirme le rapport entre les genres dans les tableaux statistiques). À l'autre extrême, les faubourgs beaucoup moins peuplés de Cerro situé légèrement en altitude et où les riches viennent s'aérer entre les mois de mai et août, et Casa Blanca, né d'un village de pêcheurs, tout juste majoritairement blancs, mais où les noirs libres sont quasiment absents, et la population de couleur, respectivement de 48,7 et 45,4 % est presque uniquement composée d'esclaves. Le troisième groupe, intermédiaire, présente une population blanche très majoritaire ; il regroupe en réalité deux profils : d'une part, celui de San Lázaro, sans doute plus aisé sur sa frange littorale et autour du *paseo* mais proche, sur sa frange sud, qui correspond à la léproserie, de La Salud ; et d'autre part, celui d'Horcón

---

<sup>27</sup> Arturo SORHEGUI ARIANDA CARTAYA, « La expansión de la Habana en el siglo XVIII : el caso de Extramuros y sus implicaciones para una caracterización – tipificación de la ciudad », *op. cit.* Les registres paroissiaux nous apprennent aussi que l'immigration reste majoritaire dans la croissance démographique et qu'à côté du contingent le plus important constitué par les Espagnols et en particulier les Canariens, on trouve aussi, pour les dernières années du XVIII<sup>e</sup> siècle, beaucoup d'hommes venus de Floride et du Mexique.

et Regla, où les activités rurales de petits tenanciers blancs l'emportent sans doute sur le monde de l'artisanat et des petits métiers urbains contrôlés par les libres de couleur.

Pour être complets, il faudrait ajouter un quatrième espace qui pose un problème de définition ou de perception des faubourgs au moins pour la date de 1827, celle du recensement ordonné par le Capitaine général Vives : après avoir décrit la capitale, le rédacteur passe aux *pueblos* et *poblaciones* de la juridiction de La Havane, selon un ordre qui mêle notoriété ou importance économique et proximité géographique. Après avoir décrit le village de Guanajay, près de 2500 habitants à 12 lieues au sud-ouest, il passe à Jesús del Monte en commençant ainsi : « Tenencia de cura auxiliar de La Habana, este pueblo puede considerarse como un suburbio de ella, de la que solo dista una legua al sur ». Jesús del Monte compte 1960 habitants dont 62 % de blancs, mais à la différence du Cerro, sa population de couleur est plus équilibrée : 250 libres pour 486 esclaves. En réalité, la distance aux murs de la ville est à peu près la même (MAPA), mais il semble que Jesús del Monte n'arrive qu'en deuxième position en tant que lieu de villégiature, sans doute parce qu'il s'agit d'abord d'un noyau villageois investi seulement dans un deuxième temps par une fonction récréative estivale : « su hermosa temperatura contribuye eficazmente a la mayor concurrencia de vecinos que constante o estacionariamente ocupan sus edificios para gozar de la salubridad que brinda una localidad tan deliciosa y que la constituyen de recreo. » Le traitement spécifique donné à la localité dans la présentation est sans doute liée à l'ancienneté d'un noyau urbain dédié à d'autres fonctions : la révolte des *vegueros* (cultivateurs de tabac) de Jesús del Monte dans les années 1730 est un fait assez souvent cité dans l'histoire de l'île au XVIII<sup>e</sup> siècle. Il faut ajouter un élément important, lié au précédent : le village dispose de l'administration des *Reales rentas*. Lors des deux périodes constitutionnelles, une municipalité de Jesús del Monte est instituée, preuve d'une personnalité qui empêche de l'assimiler sans plus de façons à l'extramuros de La Havane, même s'il n'est pas possible de nier sa condition de *suburbio*.

Comme dans les autres faubourgs, à Guadalupe-La Salud, une grande partie des constructions est réalisée à partir de palmiers, ce qui préoccupe beaucoup les autorités, en particulier les toits de *guano*, à cause des risques d'incendie.<sup>28</sup> On sait que de grandes catastrophes ont marqué l'histoire de cette période dans l'extramuros havanais, comme celle de 1762, liée au siège, ou celle de 1802, ou le grand incendie de Jesús María en 1828. L'origine criminelle de plusieurs

---

<sup>28</sup> Selon le tableau statistique de 1827 (*Cuadro estadístico de la Siempre Fiel Isla de Cuba, correspondiente al año de 1827, op. cit.*), la ville intramuros compte 3671 maisons, toutes de pierre, tandis que les faubourgs en comptent 7968 « de varias clases de materiales ».

incendies a été évoquée et reliée au souci de l'administration de régulariser l'urbanisation sauvage.<sup>29</sup> La capitainerie générale surveille, après les incendies, les reconstructions opérées par les habitants des faubourgs et exige des *pedáneos* un compte exact des nouvelles maisons et de leurs propriétaires, les menaçant même de mesures de rétorsion dace à leur *indiscreta caridad* vis-à-vis de ceux dont ils auraient connaissance de la désobéissance à l'interdiction des constructions en *guano*.<sup>30</sup> Le *pedáneo* Felipe José de Zagle, à partir de la deuxième moitié des années 1780, relaye souvent cette préoccupation des autorités supérieures et en particulier l'interdiction de faire griller des porcs à l'intérieur ou tout contre les maisons. Ces visées sécuritaires représentent aussi l'extension hors les murs de l'esprit de rationalisation d'abord appliqué à l'*intramuros* ainsi que l'attestent les préventions contre les constructions qui réduisent la largeur des rues ou modifient leur alignement, et comme le montre bien sûr la réforme contenue dans l'ordonnance de 1817.<sup>31</sup> Celle-ci prescrit l'alignement et élargissement des rues sous l'égide du colonel du *Real cuerpo de ingenieros* Antonio María de la Torre : tracé en damier des quartiers *extramuros*, avec des rues principales (Calzada de la Reina, San Lázaro) de 15 mètres de large et des rues secondaires de 10 m. Les plans de la ville postérieurs reflètent exactement la réussite de cette entreprise et l'incorporation paysagère des faubourgs à la ville. (MAPA)

Une recherche longue dans les archives notariales – disponibles à l'*Archivo Nacional de Cuba* – serait nécessaire pour connaître et comprendre l'évolution fine du bâti, et en particulier la substitution des constructions précaires par l'habitat en dur, liée à l'évolution de la réglementation urbanistique et foncière. De ce point de vue, il faut souligner à quel point l'histoire de la ville reste en grande partie à faire pour cette période malgré les efforts de la *Oficina del historiador de la Habana* en ce sens.

Si on la compare avec les correspondances de *pedáneos* de campagne de la même époque, celle des capitaines successifs de Guadalupe et de leurs lieutenants présente bien moins de diversité. Elle est essentiellement tournée vers la répression des voies de fait et des conflits de toutes sortes, l'activité de conciliation ou de médiation étant quasiment absente, les conflits

---

<sup>29</sup> VINCENOT EMMANUEL, *Histoire de La Havane*, Paris, Fayard, 2016, p. 283 et Juan M. CHAILLOUX CARDONA, *Los horrores del solar habanero.*, La Habana, Ciencias sociales, coll. « Sociología », 2008. Selon le premier, les incendies avaient des conséquences et peut-être des objectifs politico-raciaux et tendaient à chasser les plus miséreux des abords immédiats de la ville. En 1802, après la destruction de plus de 1300 maisons et l'interdiction de rebâtir au même endroit proclamée en 1804, il semble en particulier qu'une partie des noirs qui virent leur maison brûler allèrent s'établir à Horcón.

<sup>30</sup> Circulaires d'août 1778 adressées aux *pedáneos* des faubourgs. AGI, Cuba, 1265. Merci à Adrien Escoffier pour la communication de ces documents.

<sup>31</sup> Felicia CHATELOIN, *La Habana de Tacón*, La Habana, Letras Cubanas, 1989, p. 112.

juridictionnels apparemment inexistantes et la surveillance de l'activité économique et sociale à peine notable. La plupart des communications avec la capitainerie générale accompagnent des rémissions de *sumarias* (accompagnées quelquefois de prisonniers) pour des cas de blessures, d'insultes, de vols, et quelquefois d'assassinat et d'*amancebamiento*. Deux autres groupes de diligences sont relativement nombreux : les rémissions de déserteurs de l'armée et de la marine, surtout dans les années 1795 et suivantes, et les rémissions d'esclaves en fuite. Parmi les personnes qui apparaissent impliquées dans ces affaires, on trouve une grande majorité de gens de couleur. On trouve aussi beaucoup de soldats, dont il est très courant qu'ils soient logés en dehors de casernements collectifs et de volontaires de la milice, blancs ou non.

D'après un formulaire envoyé à ses supérieurs par le capitaine *pedáneo* Rudesindo de los Olivos en décembre 1795 pour renseigner la *Guía de forasteros de La Habana* dont l'édition est en préparation, le voisinage, « arrabal de la Ciudad de La Habana », tourne toujours autour de l'église auxiliaire de Saint Nicolas, laquelle est desservie par un curé flanqué de deux *tenientes de cura* et d'un sacristain. Sept autres prêtres vivent aux alentours. Deux autres personnages sont considérés comme dignes de mention par le *pedáneo*, un lieutenant de frégate et un capitaine, tous les deux retraités. Guadalupe compte aussi à cette date deux maîtres d'école, l'un avec 75 élèves et l'autre avec 54. L'autre bâtiment important en plus de l'église est la caserne du régiment des dragons. Enfin, un chirurgien, un médecin et quatre apothicaires complètent le tableau.

La population de Guadalupe reste dans son ensemble composée de pauvres de diverses castes, ainsi que l'exprime, en 1801, au détour d'une lettre au capitaine général, un lieutenant de *pedáneo* récemment nommé et que le titulaire Zagle empêche de développer normalement sa fonction. Pour cet homme, Claudio Tovar, les prudentes dispositions de gouvernement sont justifiées par le « nombreux voisinage du quartier composé en majorité des gens inférieurs de la plèbe ». Cette catégorisation de la population du faubourg est directement en lien avec la manière d'envisager son travail de ce lieutenant frustré : « faire des rondes de nuit, poursuivre les *vagos y malentretidos*, contrôler le jeu, éliminer les *amancebados y gente de mal vivir*, faire appliquer les *bandos* et les providences du gouvernement, bref, dissiper toute sorte de désordres ». Parmi l'ensemble très large des missions des *pedáneos* et de leurs lieutenants, que l'on voit se déployer de manière assez complète dans les correspondances des *partidos* de campagne, cette sélection confère à l'emploi un tour essentiellement répressif, dessinant un sous ensemble qui exclut à la fois les fonctions de justice de conciliation ou de très petite instance et les fonctions d'aménagement de l'espace communautaire essentielles, au départ,

dans la notion de police. Alors même que dans les campagnes, la complémentarité et le caractère même indissociable de ces fonctions étaient devenue une caractéristique forte de ceux qu'on appelait indifféremment juges et capitaines *pedáneos*, et qu'elle transparaît nettement au quotidien dans leur correspondance, on peut à mon sens interpréter cette particularité des *pedáneos* suburbains de deux façons complémentaires : d'une part, l'importance de la population, sa croissance très rapide et son caractère mouvant et peut-être plus populaire que dans de nombreuses localités de campagne permettait peut-être moins à la communauté de se saisir de l'institution *pedáneo* pour la faire évoluer vers une figure d'abord judiciaire, évolution à laquelle le gouvernement central de l'île tente de résister dès les années 1780 et pendant les premières décennies du XIXe siècle. D'autre part, le regard du gouvernement sur ces faubourgs pesait sans doute beaucoup plus lourdement, du fait de leur proximité avec les lieux de pouvoir principaux de l'île, accentuant la *vis* centralisatrice et exécutive dans la configuration du quotidien des *pedáneos*.

### **Faubourgs et « nécessité d'un système de police »**

L'étude des premières décennies de la figure du commissaire de quartier à La Havane a mis en valeur le développement, à partir de la crise de 1808 d'un discours partagé par le gouvernement et les grands propriétaires, qui exprimait la « nécessité d'un système de police », c'est-à-dire d'un système de coopération centralisé entre plusieurs figures institutionnelles et orienté vers le contrôle politique et social d'une population de plus en plus inquiétante par sa mobilité et sa composition ethnique.<sup>32</sup> Après la première période constitutionnelle de la monarchie, en dépit d'une Restauration que l'on aurait pu imaginer rassurante, ce discours s'affirme encore et se traduit par plusieurs innovations en matière de police, au sens très large du gouvernement des territoires. L'hypothèse ici est celle d'un lien fort entre le caractère « vague » et par là perçu comme source de multiples dangers, de l'espace des faubourgs de La Havane, et cette idée de la nécessité d'un système de police formulée pour la première fois en 1811 sous le mandat du capitaine général Someruelos. Il faut avoir présent à l'esprit l'importance depuis l'ordonnance de 1778 du problème des *vagos*, une figure sociale qui apparaissait de plus en plus systématiquement comme le réservoir du désordre social et politique menaçant l'ordre public de la monarchie.<sup>33</sup>

---

<sup>32</sup> François GODICHEAU, « Les commissaires de quartier à La Havane », *op. cit.*

<sup>33</sup> Alina CASTELLANOS RUBIO, « La construcción judicial del orden social en Cuba (1820-1868) », *op. cit.*, chap. 4.

La même idée est reprise en 1816 lors de la création de la *Diputación de policía*, puis en 1824-1825 au moment de la seconde restauration, et enfin en 1834-1838, sous le mandat du capitaine général Tacón, au moment de l'exclusion de Cuba du système constitutionnel, laquelle, on le sait, est étroitement liée à la préoccupation pour la conservation de ce territoire à la population inquiétante.<sup>34</sup> On va voir en effet que la perception exprimée depuis le bas de l'échelle par le lieutenant Claudio Tovar en 1808 trouve un fort écho dans la politique générale déployée à partir de 1812 en termes de contrôle de la population et des désordres, ce qui conférerait aux faubourgs une place centrale dans l'émergence de cette politique.

Le 21 juillet 1811, un projet de « régime de police » est porté au Cabildo, et à travers 32 articles, est créée la *Junta de Vigilancia y Policía* à laquelle les autorités locales devaient être subordonnées.<sup>35</sup> La *Junta* devait être composée d'un *alcalde* ordinaire (celui qui ne serait pas Président du *cabildo* à ce moment-là), du *síndico procurador general*, de quatre délégués du Capitaine général et de deux autres du *Real consulado y junta de fomento*, c'est-à-dire de l'institution économique des *hacendados* (les mêmes familles qu'au *cabildo* en réalité). Elle se réunirait une fois par semaine et ses membres seraient renouvelés annuellement. Les autorités locales lui seraient subordonnées et on prévoyait un tribunal chargé d'accélérer le traitement des affaires criminelles et on annulerait les *fueros*, ce qui reflétait sans doute la part prise par les miliciens, en particulier de couleur dans les désordres — confirmée l'année suivante par la conspiration d'Aponte, officier *mulato*. Ce tribunal serait présidé par l'*alcalde* ordinaire qui présiderait la *Junta* elle-même. Sur le plan du gouvernement urbain, la ville serait divisée en 16 *cuarteles* avec à la tête de chacun un commissaire qui pourrait s'entourer de *celadores* de son choix, plus 14 *cuarteles extramuros* plus deux pour Regla. Même si hors les murs, la fonction devait être assurée par les capitaines de *partido* et leurs lieutenants, cette réunion en un seul plan actait l'incorporation des faubourgs à l'espace de la ville du point de vue des préoccupations de gouvernement. Les commissaires devaient faire respecter les *bandos de buen gobierno*, surveiller les *vecinos* et élaborer un recensement détaillé indiquant le nombre d'étrangers et de *vagos*, sélection de missions qui renvoie aux réflexions du lieutenant Claudio Tovar consignées plus haut.

---

<sup>34</sup> Sur ce dernier aspect, voir les discours aux Cortes au moment de l'exclusion dans Javier ALVARADO PLANAS, *Constitucionalismo y codificación en las provincias de ultramar: la supervivencia del Antiguo Régimen en la España del XIX*, Madrid, Centro de Estudios Políticos y Constitucionales, 2001.

<sup>35</sup> Dorleta APAOLAZA LLORENTE, *Los bandos de buen gobierno en Cuba. La norma y la práctica (1730-1830)*, Bilbao, Universidad del País Vasco, 2016, 719 p. AGI, Ultramar, 28, exp. N°1, 1817



Ce projet n'eut pas immédiatement de suites. Avant sa réapparition en 1816 sous le nom de *Diputación de policía*, il faut signaler la création en 1812 de compagnies rurales de cavalerie dites « de Ferdinand VII », unités miliciennes installées autour de la capitale pour réprimer les soulèvements d'esclaves (l'insubordination) et surveiller les usines à sucre. La mesure, comme on va le voir, était directement en lien avec l'idée d'un système de police. On en sait malheureusement très peu sur les premiers temps de ces compagnies, qui devaient prêter un service de rondes et pouvaient être requises pour des interventions *ad hoc*, et qui semble-t-il tombèrent rapidement en désuétude avant d'être refondées en 1816 puis re-formées en 1824.<sup>36</sup> Il est probable qu'elle fussent recrutées et stationnées dans les faubourgs de La Havane et nous verrons que ce n'est peut-être pas leur seul lien eux au sens où leur mobilité correspondrait au caractère très poreux et vague de cet espace.

Le 18 juillet 1816 donc, le Capitaine général adresse une lettre *reservada* au *cabildo* pour lui demander de reprendre le dossier de police de 1811. Le 8 août, le *cabildo* se réunit pour répondre à cette lettre et traiter de la persécution des *malvados y salteadores*, peignant un tableau terrible de la situation, de l'audace des malfaiteurs qui perpétuent leurs crimes même en plein jour dans les rues les plus fréquentées de la ville, « *robando, hiriendo y matando a la vista y con terror de los vecinos y transeúntes* ». Parmi les causes de ce fléau, outre le relâchement de la morale, les révolutions politiques en Europe et dans les Amériques, était pointée du doigt « *el amilanamiento de los buenos y aun también de los mismos magistrados* » et « *la tolerancia de las armas prohibidas, de los juegos y de los vagos* ». Tout cela mettait en évidence « *la falta de un sistema de policía, qual requiere imperiosamente la calamitosa época de fierro y sangre que empezó en mil setecientos ochenta y nueve* ». La première action en conséquence de ce diagnostic fut la désignation par le *cabildo* d'une *Diputación de policía*, chargée de former des Cuadrillas de persécution des malfaiteurs, de nommer leurs commandants et de leur donner des instructions.

Ces nouveautés, qui peuvent passer pour la simple reprise du projet de 1811 allaient en réalité plus loin car en instituant ces groupes armés mobiles en vertu d'une analyse du désordre qui partait essentiellement de l'espace urbain, elles reliaient directement les désordres potentiels des campagnes à ceux de la ville. La référence à 1789 et implicitement à tous les événements pouvant être interprétés comme liés à la révolution française renvoyait au caractère semblait-il

---

<sup>36</sup> *Actas del cabildo de La Habana*

immodéré d'une politisation tous azimuts qui englobait les couches populaires.<sup>37</sup> La conspiration d'Aponte en 1812 avait noué dans les esprits le lien entre la population des noirs libres, la révolte des esclaves, les sociabilités du monde de l'artisanat entre les diverses castes et la disponibilité des idées révolutionnaires d'auto-institution politique de la plèbe. Cette auto-institution était sans doute comparable avec le phénomène qui avait terrorisé le roi à Madrid lors de l'émeute d'Esquilache de 1766 et poussé à la réforme urbaine de 1767 et qui, depuis 1789, 1791 et 1794 en Haïti avait montré sa capacité à structurer des révolutions aussi bien urbaines que campagnardes.<sup>38</sup> Parmi ces peurs, celle du marronnage était particulièrement vive chez les propriétaires cubains car liée à l'expérience haïtienne et elle était redoublée par l'augmentation de la population noire libre, cette population qui apparaissait comme un segment d'union politique potentielle entre le monde esclave et celui de la plèbe blanche. L'acharnement sanglant contre la population des libres de couleur au lendemain de l'affaire de *la Escalera* en 1843 est sans doute l'indice le plus manifeste de la terreur qu'inspirait ce secteur de la population capable de faire le lien entre les diverses populations exploitées de l'île.

Le rapport publié par cette *diputación* reprenait l'historique de ces révoltes jusqu'au récent soulèvement de mars 1816 à la Barbade — révolte dite de Bussa, du nom d'un de ses chefs. A la différence de la proposition de 1811, il se prononçait contre la création d'un tribunal *desaforante* et insistait plutôt sur l'exécution effective des ordres du gouvernement, sur ce qu'il présentait comme l'application de la loi. Pour cela, il fallait recréer les *cuadrillas* mobiles, à la tête desquelles furent nommés deux capitanes, José Gavilán, longtemps pedáneo de la ville de Güines — un des premiers centres de l'industrie du sucre — et Andrés Visiedo, compagnies qui furent dotée d'un règlement le 20 août. Ils étaient dispensés notamment de la rédaction de *sumarias* avant de remettre les « criminels » aux juges. Les têtes des « criminels » étaient mises à prix en fonction de la peine qu'ils étaient réputés mériter : 100 pesos pour un futur emprisonné ou exilé, 1000 pour un futur condamné à mort. Peu après, trois autres *cuadrillas* furent formées, les deux premières, sur proposition des deux *alcaldes de la Hermandad* de la ville, Manuel Molina et Ricardo Nuñez, la dernière, sur proposition du lieutenant de gouverneur de Nuevas Filipinas, petit village au bout de la Vuelta de Abajo, à l'extrême occident de l'île, là-même où avaient trouvé refuge les petits cultivateurs de tabac que les saccharocrates avaient violemment expulsés de Güines pour y planter de la canne. Ces *cuadrillas* étaient peu fournies : juste six

---

<sup>37</sup> Sur cette question de la politisation, voir la réflexion stimulante de Clément THIBAUD, *Libérer le nouveau monde. La fondation des républiques hispaniques. Colombie et Venezuela (1780-1820)*, Bécherel, Les Perséides, 2017, 545 p.

<sup>38</sup> José Miguel GARCÍA LÓPEZ, *El motín contra Esquilache. Crisis y protesta popular en el Madrid del siglo XVIII*, Madrid, Alianza Editorial, 2006.

hommes à cheval en plus du commandant et d'un secrétaire, chacun avec un salaire et une assurance vie ; elles ressemblaient beaucoup aux petits groupes de *rancheadores*, ces chasseurs d'esclaves payés par les propriétaires et à l'inhumanité proverbiale, ce qui en soit n'était pas étonnant vu que ces *alcaldes* avaient normalement le monopole de la chasse aux fugitifs.<sup>39</sup>

Les *alcaldes de la Hermandad* étaient pleinement dans leur rôle ici : la persécution des malfaiteurs et leur jugement en dehors des murailles de la ville, sur sa juridiction, l'originalité du cas havanais étant qu'ils n'y étaient pas seuls.<sup>40</sup> Cela est bien sûr à rapprocher du fait que les *pedáneos* des faubourgs n'avaient aucune espèce de dépendance directe à ces *alcaldes* et nous ne savons pas encore si les personnes qu'ils livraient à la justice étaient jugées par les *alcaldes de la Hermandad* ou pas les *alcaldes* ordinaires ou plus sûrement par le lieutenant du Capitaine général. Cette indétermination semble à l'origine du projet de la *Junta* d'établir pour les quartiers extramuros des *jueces de cuartel* avec juridiction civile et criminelle ordinaire : un pour la baie, un pour Regla, un pour Jesús María et le dernier pour Guadalupe-La Salud, chaque juge étant chargé de proposer des noms au Capitaine général pour occuper les places de capitaines *pedáneos*. Cette réforme aurait donc fait entrer en quelque sorte les faubourgs de La Havane dans le schéma hiérarchique général de la monarchie tel que schématisé par les ordonnances de police de Madrid en 1768, directement citées par la Junta dans son texte, tout en conservant la spécialité des *pedáneos*.

Dans ce projet de réforme, l'idée de « système » de police prend forme, celle de la centralisation de l'information. Il fallait constituer une *mesa de buen gobierno*

que por una parte llevase por indicios, noticia exacta, así de los reos sentenciados, y pregonados, como de las causas criminales pendientes, delitos de los reos, Jueces que conocen de ellos, estado de las causas, y sentencias que se diesen, absolviéndolos o condenándolos: cuyo libro podría servir de norte al Gobierno en las providencias que dictase, bien para abreviar el curso de estas causas, bien para hacer cargo a los Jueces omisos en su cumplimiento de sus deberes; y serviría también para evitar la impunidad de los delitos a que se prestan y contribuyen fácilmente los papelistas (...).

Pour que les accusés ne fussent pas aussi facilement remis en liberté du fait de l'accumulation des juridictions et fueros, ils proposaient de concentrer toutes les causes criminelles dans les mains d'un *fiscal*, celui de la Real Hacienda, en l'espèce l'*oydor honorario* Manuel Miguel de Figuera. Cette *mesa de buen gobierno*, dont la création fut approuvée par le Capitaine général,

---

<sup>39</sup> Francisco ESTEVEZ, *Le rancheador. Journal d'un chasseur d'esclaves. Cuba 1837-1842*, Paris, Tallandier, 2008.

<sup>40</sup> Sur cette figure, voir l'ensemble des travaux de Darío G. BARRIERA et notamment « Justicias rurales: el oficio de alcalde de la hermandad entre el derecho, la historia y la historiografía (Santa Fe, gobernación del Río de la Plata, siglos XVII a XIX) », *Revista Andes*, n° 24, Semestre 2013; voir aussi Juan Carlos GARAVAGLIA, « Alcaldes de la Hermandad et jueces de paix à Buenos Aires (XVIIIe-XIXe siècle) », *Études rurales*, n° 149-150, 1 Janvier 1999, pp. 99-110; M. Paula POLIMENE, « Los alcaldes de la Hermandad y el estudio del gobierno de una jurisdicción rural. Administración de justicia y configuración territorial en el caso del pago de Bajada (Santa Fe, fines del siglo XVIII) », *Foros de Historia Política*, 2015.

ne vit finalement pas le jour mais l'idée fut reprise périodiquement ensuite et son esprit inspira la politique du Capitaine général Tacón entre 1834 et 1838. Cette institution jamais réalisée était associée à l'armement récurrent, à partir de la ville, de groupes de persécution de bandits chargés de parcourir tous les espaces de la juridiction ; elle projetait un dispositif de surveillance adapté à l'indétermination corporative de ces espaces, de plus en plus peuplés, à leur caractère vague, et à l'intensité des circulations qui y avaient cours.

Ce caractère vague et la difficulté à suivre les hommes étaient concentrés dans l'image qu'offraient les faubourgs. Le danger venait de leur population à forte composante de couleur, pauvre, capable d'offrir facilement un refuge pour les esclaves marrons, une population plus importante que celle de la ville intramuros elle-même mais très peu équipée institutionnellement.<sup>41</sup> Cet aspect central apparaît dans une circulaire émise par le Capitaine général José Cienfuegos en septembre 1816 où il commence par relier le danger extérieur (des conspirateurs contre la souveraineté espagnole en Amérique) et les dangers intérieurs ; il signale ensuite les objectifs des *cuadrillas* : les "indolentes protectores y receptadores, que por una falsa y criminal caridad envenenan la sociedad, y son unos verdaderos fautores del desorden y de la turbación de la tranquilidad pública".<sup>42</sup> La demande au *cabildo* et aux *pedáneos* est de nommer dans chaque quartier une vingtaine de personnes probes capables d'aider les *cuadrilleros* dans cette mission. L'énumération ensuite des mesures contre les armes interdites, le jeu interdit, le vagabondage, les enfants dans la rue, le rappel de l'importance d'avoir de bonnes écoles, de l'entretien et de la réparation des chemins débouche sur la demande d'un *padrón general* pour que les garçons de plus de 15 ans soient employés à réaliser des travaux d'utilité collective.

### **En guise de conclusion**

Ces mesures étaient à mon sens particulièrement destinées aux faubourgs, sans qu'il soit besoin de toujours identifier ceux-ci comme la source de tous les problèmes : ils en étaient plutôt l'expression la plus concentrée. Densifier le contrôle interne des espaces vagues, ces espaces

---

<sup>41</sup> En 1819, le 25 septembre, le comte de Santa María de Loreto rappelle lors d'une sesión du *cabildo* de La Havane que l'année antérieure, il a signalé « la porción de gente de color que paulatinamente se introducían, habiendo entrado todos los que se expulsaron en el año de mil ochocientos nueve y muchos más », que cette année passée, « se había acordado que a fin de no llamar la expectación pública, los comisarios de barrio en la formación de padrón de que estaban ocupados tomasen una noticia circunstanciada de su número para conocimiento de gobierno, lo que ignoraba si se había verificado. » Mais, « continuaron entrando, y muchos buques neutrales los introducen en clase de marineros ».

<sup>42</sup> Sur le lien entre dangers extérieurs et intérieurs, la circulaire contient ces mots: "los males y peligros internos y externos que sufren y amenazan a sus habitantes, de parte de una muchedumbre de salteadores y malhechores que se han desatado impávidamente, y de unos desesperados piratas que infestan los mares, y singularmente nuestras costas"

très peuplés où le *pedáneo* et ses deux ou trois lieutenants ne suffisaient pas à la surveillance des activités suspectes, ces espaces marqués par de véritables plaies identifiées à travers les objets classiques de la régulation de police (armes, jeux, vagabonds), était d'autant plus crucial dans cette grande agglomération qu'ils pouvaient être le lieu où se conjuguent tous les dangers. Les dangers propres à un grand port où le contrôle des circulations est toujours un cauchemar, étaient multipliés par ceux liés à l'esclavage, les deux séries de périls venant s'ajouter au grand problème des *vagos*. Le rappel en 1820 des obligations des *pedáneos*, devenus, le temps du Trienio *comisarios de barrio* puis *diputados de policía* établit un lien direct entre *padrón* et *vagancia* : les officiers doivent en effet s'assurer, pour chaque maison, du type d'occupation de leurs résidents et signaler ceux qui sont sans office, de sorte à ce que ceux qui persisteraient dans l'*ocio y vagancia* soient déférés devant un juge.<sup>43</sup> Les faubourgs constituaient à La Havane un espace directement produit par l'industrie du sucre, présentant donc le même type de problèmes de gouvernement, un espace insuffisamment urbanisé, particulièrement suspect. Il était au bout de la route du sucre : les caisses de cet or blanc devaient, avant d'arriver au port *intramuros*, transiter par les chemins qui passaient par les faubourgs, le plus important, étant celui qui se trouvait entre La Salud et Jesús María.

Le 25 mars 1817, une lettre de la *Diputación de policía*, écrite par son secrétaire, le regidor Duarte y Zelea, dénonçait le fait que malgré les *cuadrillas*, les malfaiteurs restaient très actifs car les chemins étaient nombreux. Il insistait en particulier sur le fait que les récents incendies intervenus *extramuros* étaient d'origine criminelle. Il estimait que puisque les mesures que la *Diputación de policía* avait proposées (les *jueces de cuarteles*), n'avaient pas encore été prises et qu'elles pouvaient encore tarder, il fallait nommer des *tenientes de gobernador* avec juridiction civile et criminelle pour les quartiers *extramuros* et pour d'autres points où ils seraient nécessaires, avec un règlement pour leurs attributions. Il précisait qu'il fallait pour occuper ces postes des militaires gradés avec des assesseurs, deux pour *extramuros* et cinq pour les principaux villages de la juridiction.

En 1821, un rapport envoyé au Capitaine général Mahy confirme l'image dont souffraient les faubourgs et répond en quelque sorte à nos interrogations sur le maintien, ou le désir de

---

<sup>43</sup> « Los Diputados, al formar los padrones de sus cuarteles, se impondrán cuidadosamente del oficio y ocupación de cada individuo de él, y su advirtiéndolo que alguno no lo tiene participarán inmediatamente á uno de los Sres. Alcaldes para que disponga que lo tome dentro del término que lo crea conveniente; si después de requerido permanece en el ocio y vagancia dará cuenta al mismo Sr. Juez para que lo juzgue y destine conforme a lo que previenen las leyes encargadas. Sobre esto el más estrecho celo y vigilancia en el concepto de que la tolerancia de esta clase de gentes es la que ocasiona la mayor parte de los delitos que perturban la tranquilidad del honrado y laborioso vecino. » *Actas del Cabildo de La Habana*, 18 de agosto de 1820.

renforcement, d'un dispositif de gouvernement aux accents militaires. Anastasio de Arango y Nuñez del Castillo, de la grande famille des saccharocrates du même nom, responsable de l'inspection militaire de l'état défensif de la place de La Havane, plus tard directeur du corps des ingénieurs répondait entre autres à la question, débattue depuis plusieurs années, de l'utilité de la muraille de la ville et de l'intérêt de la raser.<sup>44</sup> Rappelant l'importance de toute ligne de défense, même comme ligne de repli, il fondait cependant son opinion avant tout sur l'utilité de cet ouvrage dans la perspective de « convulsions intérieures », lesquelles pouvaient être de deux espèces. La première était le danger « d'insurrection de Noirs », mais un scénario haïtien était rapidement écartée sur la base de l'expérience de la conspiration d'Aponte en 1812 où le nombre important de blancs dans l'île et l'intérêt de chacun d'assurer sa sécurité et sa bonne fortune avaient permis la rapide suffocation de la tentative. Il restait qu'ils représentaient un danger — « les noirs sont nos ennemis » — car ils profiteraient « de la moindre discorde parmi les blancs au cours de fermentations populaires », ce qui l'amenait à la deuxième espèce de « convulsion intérieure » envisagée : la conspiration des habitants contre le gouvernement. Dans une telle éventualité, la muraille était selon Anastasio de Arango un élément décisif pour éviter la combinaison des efforts des faubourgs avec ceux des gens d'*intramuros*. Or, dans l'examen d'un tel scénario et des mesures concrètes à adopter en terme de disposition et de mouvement des troupes, il était clair d'où pouvait venir le danger : la fermeture des porte était essentielle pour éviter la contagion du désordre par les *revoltosos de los varrios extramuros*. Enfin, en cas d'échec à arrêter le « mouvement populaire », il pourrait être fait usage de l'artillerie présente dans les forts adjacents à la ville, sur le modèle de ce qui était prévu en cas d'insurrection à Barcelone.

Au cours des années suivante, en conséquence d'une perception des dangers intérieurs et extérieurs combinés menaçant l'ordre public et la souveraineté espagnole, la dynamique du renforcement du pouvoir d'exécution des providences de gouvernement, exécution directe et centralisée autour de la Capitainerie générale, ne fait que se renforcer. Elle débouche lors du mandat du général Tacón (1834-1838) sur la création d'une juridiction privative et sommaire contre les *vagos*, à partir d'un discours sur les désordres et leur commission en plein jour qui est exactement le même que celui de la *Diputación de policía* de 1816.<sup>45</sup> Les dossiers de persécution de ces *vagos*, tout comme les dossiers de la Commission militaire exécutive permanente créée en 1825, montrent de nouveau l'importance des circulations passant par les

---

<sup>44</sup> “Sobre la defensa de La Habana y fabricación de extramuros”, dans *Boletín del Archivo nacional*, 1918, año 1918, n°5-6, p. 508 *et sq.*

<sup>45</sup> Alina CASTELLANOS RUBIO, « La construcción judicial del orden social en Cuba (1820-1868) », *op. cit.*

faubourgs, non seulement celles des figures du désordre, mais aussi celles des figures de l'ordre. En effet, des innovations importantes ont lieu sur le plan de la répression des dangers sociaux et politiques liés à l'industrie du sucre et à la conjoncture politique : le même Capitaine général Mahy auquel était adressé le rapport d'Anastasio Arango nommé en 1822, le colonel Domingo Armona, ancien alcalde de la Hermandad de La Havane, apparenté aux plus grandes familles de l'île, à la tête d'une troupe de militaire de plusieurs dizaines d'hommes chargée de poursuivre à la fois esclaves marrons, conspirateurs et « bandits ». Pendant vingt ans, Armona, devenu le principal pourvoyeur d'accusés de la Commission militaire permanente, dont il était procureur en commission, parcourt tout le territoire sucrier, à commencer par les faubourgs, les premiers à souffrir de son intransigeance et de ses méthodes violentes, devenues ensuite légendaire.<sup>46</sup>

Pendant ces années 1830 et 1840 au cours desquelles s'illustre Armona, l'incorporation des faubourgs à un ensemble urbain modernisé n'empêche pas que se maintienne la différence de gouvernement, non seulement, par la permanence des capitaines *pedáneos* en lieu et place de commissaires de quartier, mais aussi lors d'innovations comme celle de Tacón, qui crée le corps des *serenos* en 1834, subordonnés des commissaires, pour les seuls quartiers intramuros, mais institue les compagnies militaires (*tercios*) de pompiers pour les deux parties de la ville, trois pour l'*intramuros*, trois pour les faubourgs. Enfin, les mêmes considérations président au nouveau découpage, à la toute fin de 1841, des trois quartiers extramuros de Jesús María, Guadalupe y San Lázaro en six *pedanías* plus faciles à surveiller. En dépit d'une urbanisation en progrès, les préoccupations soulevées par les faubourgs restent longtemps les mêmes et les raisons données à cette subdivision sont la grande extension qu'ils représentent et la nécessité de protéger les habitants *honrados y pacíficos* et de surveiller et de poursuivre *los malos*.<sup>47</sup>

---

<sup>46</sup> F. GODICHEAU, Domingo Armona, chasseur de bandits à Cuba (1820-1843), in *Logiques d'empire et trajectoires singulières*, A paraître.

<sup>47</sup> ANC, GSC, 527/3494